



Guy Gauthier

(ancien responsable du secteur culture de la Ligue de l'enseignement)

La laïcité, malade de l'adjectivité *

Personne ne conteste ouvertement la liberté - ni les régimes qui la bafouent ouvertement, ni ceux qui, plus subtils, la contournent superbement - mais on essaie souvent, par des détours plus ou moins tortueux, d'en atténuer la force originelle: il suffit d'un adjectif. La liberté surveillée, par exemple ...

Pour la laïcité, le dispositif de corrosion le plus courant est également le recours à l'adjectif, dont la variété honore l'imagination des détracteurs.

Pour les descendants de ceux qui ont fait des lois fondatrices de la laïcité à la fois un ensemble de règles et un mode de vie consubstantiel de la République, il va de soi que la laïcité est tout simplement la laïcité, la tautologie, insinueront les détracteurs, étant le fort des esprits faibles.

Si on est contre la loi anti-fumeurs, on ne l'affuble pas d'un adjectif pour enfumer ses voisins en toute bonne conscience: on milite pour son abrogation. Si on est contre la laïcité, en revanche, on garde le substantif, et on enfume l'environnement en lui adjoignant un qualificatif ou un déterminatif.

Je n'ai pas étudié l'abondant répertoire de textes dans lesquels, au cours du XXe siècle, cette technique a été mise en œuvre. Reconnaissons que les adversaires les plus frustes ne s'embarrassaient pas de telles subtilités: ils y allaient plus carrément en altérant le substantif. La laïcité était tout simplement dénommée «laïcisme», ce qui permettait de faire l'économie de tout qualificatif. Le simplisme n'a pas désarmé: d'un militant laïque, on dit aujourd'hui qu'il est un «laïcard», comme on disait hier qu'il était un «laïciste».

La laïcité-tout-court (désolé de tomber dans le travers, le piège est bien fait), qui n'est évidemment pas étrangère à l'anticléricalisme, est parfaitement distincte de l'athéisme (il est des laïques croyants en toutes sortes de religions) et du militantisme antireligieux (il est des laïques athées ou indifférents). Il n'est pas interdit d'être à la fois militant laïque et militant d'une autre cause (sauf incompatibilités,

* Contributo pubblicato per cortese concessione della Ligue de l'enseignement (www.laicite-laligue.org).



évidemment). C'est pourquoi il est difficile d'être laïque et rien d'autre. On peut être laïque et végétarien, et bien d'autres choses encore.

On peut certes mettre au passif de l'enseignement laïque sa réticence durable face à l'enseignement du fait religieux dans les sociétés. Le plus souvent, ce fut par crainte des réactions (hier les parents catholiques, aujourd'hui les parents et même les élèves musulmans). Cette retenue, espérons-le, appartient désormais au passé, même si elle ne va pas sans embarras. Il est évident désormais que les religions ont contribué, pour le meilleur et pour le pire, comme les autres manifestations de la pensée humaine, à édifier les formes diversifiées de la culture contemporaine. Ce serait se priver de toute une économie que de contraindre les agences de tourisme, au nom de la laïcité, à éviter dans leurs circuits les cathédrales, mosquées, temples antiques ou contemporains, musées de peinture religieuse, ou autres manifestations qui participent de notre civilisation. Il n'est pas non plus interdit, en toute laïcité, d'étudier les sources religieuses, de l'antiquité à nos jours, de la législation républicaine. Et bien entendu les sources non religieuses.

Il est difficile de retrouver les strates d'apparition des adjectifs, à partir du moment où la laïcité fut admise, même du bout des lèvres.

Commençons par la laïcité «ouverte». C'est surtout à l'occasion des grandes manœuvres de l'enseignement privé en 1984 qu'est apparue la revendication de l'«ouverture», impliquant quelque part une fermeture, en l'occurrence celle de l'enseignement laïque à la parole religieuse. La loi est claire sur ce point: pas de prosélytisme à l'intérieur des établissements. Une journée a été libérée pour cela; des aumôneries fonctionnent auprès des lycées. Quant à l'enseignement scientifique des religions - de toutes les religions - il avait été préconisé dès 1907 par Ferdinand Buisson, l'un des plus actifs théoriciens de l'enseignement laïque. Le retard tenait à des causes complexes, pas toutes d'origine laïque. On sent bien, qu'à l'arrière-plan, cette revendication d'ouverture ne concernait pas seulement les portes des établissements, mais bien les esprits des militants laïques, enfermés dans leurs convictions archaïques et leur laïcité «négative».

Quasi simultanément la laïcité a été revendiquée «plurielle». En raison du pluralisme culturel, religieux et social de notre société, plusieurs défenseurs de la laïcité se laissèrent prendre. L'école n'est-elle pas pluraliste, reflétant en son sein toute la diversité d'une société plurielle? Justement: c'est parce qu'elle n'est pas le champ clos des différences que l'école se doit d'être laïque, enseignant la diversité en



respectant l'égalité des points de vue. L'humanisme surplombe le pluralisme, sans le nier.

Cette revendication d'un partage pluraliste s'est appuyée sur une forme de laïcité pratiquée en Belgique et aux Pays-Bas: la pilarisation, un barbarisme désormais intégré dans la langue et qui signifie que chacun s'abrite derrière son pilier. Ce serait la laïcité «partagée». Elle conduit, au moment des cours «Morale et religion», à séparer les élèves selon leur religion: chacun étant pris en charge par un prêtre de sa religion (en ce qui concerne les religions reconnues: catholicisme, protestantisme, islam). Mais alors, qu'advient-il des «sans religion»? Ils ont droit à un cours de morale laïque, ce qui renvoie la laïcité à l'athéisme, ou à tout le moins à l'agnosticisme. Ce n'est pas l'esprit de la laïcité française qui réserve à tous les citoyens, à l'école ou ailleurs, un traitement identique. À chacun ensuite, hors de la sphère publique, de trouver la religion ou la philosophie qui lui convient. Il ne s'agit pas pour autant, comme on le prétend avec quelque mauvaise foi, de renvoyer les religions dans les temples et dans les foyers. Il n'a échappé à personne que les plus éminents dignitaires de l'Église catholique en particulier ont droit à un très large espace d'expression dans les médias. Il devrait alors être bien entendu qu'ils ne s'adressent qu'à leurs ouailles, les autres ayant toute latitude, comme pour les matchs de foot, de fermer le poste.

Plus on avance vers notre époque, plus l'adjectif se fait agressif: une laïcité «extrémiste» serait la doctrine nouvelle des djihadistes (ou des croisés, au choix) de la laïcité. Il y aurait ainsi une extrême laïcité comme il y a une extrême gauche ou une extrême droite. Le problème est que la laïcité ne peut être extrémiste qu'en se niant elle-même, puisqu'elle est - par définition - le lieu de la rencontre, l'acceptation de tout le monde au sein de la République, y compris les extrêmes - à condition, dit sagement la loi, qu'ils ne troublent pas l'ordre public. Un extrémiste de la laïcité aurait quelque chose de ce marin fou qui, en pleine mer, perce la coque de son navire.

Un sarcasme feutré qui avait cours dans les milieux distingués qui faisaient mine de considérer la laïcité comme un archaïsme raillait la «sainte» laïcité, renvoyant ainsi les laïques aux croyances classiques. On a fait mieux depuis: on a découvert la laïcité «intégriste». Retournement habile: les intégristes sont ces dangereux illuminés qui pour intégrer tout le monde n'hésitent pas à recourir à l'extermination des infidèles, et, tant qu'on y est, à tous ceux qui ont le malheur de se trouver dans les parages. D'intégristes à terroristes, le pas est vite franchi. Les intégristes historiques étaient les membres d'un parti



espagnol qui cherchaient à soumettre l'État à l'Église. La conclusion s'impose: les laïques cherchent à soumettre l'Église à l'État. Dieu les en garde! Il faudrait alors rapatrier le pape en Avignon, et adieu la cour d'honneur du palais, et le festival du même coup.

La laïcité ayant longtemps été jugée «archaïque» (c'était le temps du mépris), il aurait été étonnant qu'elle ne ressuscitât pas «moderne», la modernité étant de notre temps un label très recherché. Quand est-elle devenue «moderne», la laïcité? Eh bien, quand enfin réconciliée avec la religion de Rome (qu'on disait), elle a dû affronter celle de La Mecque. La modernité, n'est-ce pas d'affronter les barbares? Parallèle troublant: des officiers «révolutionnaires» en vinrent à définir sous le nom de «guerre moderne» la nouvelle stratégie à mettre en œuvre face aux nouveaux ennemis, l'Indochine d'abord, l'Algérie ensuite. Il faut s'affirmer face aux barbares.

Aux dernières nouvelles, il n'est pas encore question de laïcité post-moderne. Le langage des arts n'empiète pas sur les domaines trop austères. On pressent pourtant l'arrivée d'une laïcité «kitsch».

Et voici justement la petite dernière, la «laïcité positive». Ce n'est pas un chanoine de plus qui tente de contourner un obstacle embarrassant par une formule embarrassée: ce chanoine-là se trouve à être en même temps, par un étrange cumul des mandats, le responsable suprême de la République. Que dit-il?: «C'est pourquoi j'appelle de mes vœux l'avènement d'une laïcité positive, c'est-à-dire une laïcité qui, tout en veillant à la liberté de penser, à celle de croire et de ne pas croire, ne considère pas que les religions sont un danger, mais plutôt un atout. (...) Il s'agit (...) de rechercher le dialogue avec les grandes religions de France et d'avoir pour principe de faciliter la vie quotidienne des grands courants spirituels plutôt que de chercher à la leur compliquer».

La laïcité considère-t-elle que les religions comme un danger? La loi de 1905 les considérait tout au plus comme un facteur de discorde, dès lors qu'elles entendaient intervenir de plein droit dans le gouvernement de la cité. Il n'est nul besoin de se reporter aux péripéties de l'histoire pour distinguer entre intervention d'autorité et formulation d'un point de vue légitime. Regardons les enjeux d'aujourd'hui. L'interruption de grossesse, par exemple: s'il plaît aux dignitaires d'une église de l'interdire aux croyantes qui leur font confiance, mais comment donc ! Tous les médias leur sont ouverts, et plutôt avec complaisance. Mais s'ils entendent imposer leur point de vue à tous, ils n'ont d'autre voie que de peser sur le suffrage universel. Cela s'appelle la propagande, cela réussit quelquefois, et la laïcité n'a rien d'autre à



proposer que la formation équilibrée des esprits, selon quelques principes dont l'histoire a bien failli ne pas accoucher, elle.

La laïcité (dans ce cas «négative»), selon le chanoine-président, aurait donc pour but de compliquer la vie quotidienne des religions. Il semble plutôt qu'elle ait eu pour dessein de la leur simplifier, en leur évitant de s'opposer frontalement - comme l'ont bien compris les protestants français qui ont pris une part active à l'élaboration des lois laïques. La laïcité, à condition de ne pas rester une proclamation vide sous une forme inadaptée aux circonstances historiques, aurait l'occasion de mettre en évidence ses vertus «positives». Car la laïcité est par essence «positive» - ou n'est pas.